



**pour défendre
l'emploi,
les salaires,
la réduction du temps de travail
et le partage des tâches familiales**

Toutes dans la rue le 5 février

Ce gouvernement n'en finit plus avec ses attaques de démolition sociale : retraites, assurance maladie, remise en cause des allocations chômage et des minima sociaux, privatisation des services publics, développement de la précarité, de la flexibilité du travail, chantage aux délocalisations !

Si tout le monde est concerné, les femmes le sont tout particulièrement puisqu'elles sont majoritaires parmi les précaires, les temps partiels imposés, les chômeurs (et aussi les chômeurs non indemnisés), les bas salaires et les bénéficiaires de minima sociaux. Rappelons qu'elles représentent 80% des travailleurs pauvres et que les mères isolées et les femmes immigrées cumulent les handicaps. Les femmes sont également majoritaires dans les secteurs du textile ou de l'électronique, les plus concernés par les délocalisations.

Aujourd'hui, le gouvernement s'attaque aux 35 heures. Censée offrir la liberté de "travailler plus pour gagner plus", sa nouvelle offensive ne fait que répondre aux désirs du Medef d'aller vers un temps de travail négocié individuellement. De quoi installer une flexibilité totale, avec des horaires décidés unilatéralement par l'employeur ! Quelle hypocrisie : alors que de nombreuses femmes sont à temps partiel imposé, il n'est même pas prévu de leur permettre de passer à temps complet !

Ça suffit de cette politique ! Nous revendiquons :

Pour l'emploi

- Un emploi de qualité pour toutes et tous.
- L'interdiction des embauches à temps partiel imposé avec des horaires flexibles, l'interdiction des embauches en contrat précaire.
- Le développement de services publics d'accueil des enfants et d'accompagnement des personnes âgées ou dépendantes, l'arrêt des menaces de fermeture des écoles maternelles.

Pour les salaires

- La reconnaissance des qualifications et une revalorisation salariale conséquente des professions surtout exercées par des femmes, notamment dans la santé et l'aide sociale. Actuellement ces emplois sont sous qualifiés alors qu'ils répondent à des besoins sociaux essentiels.
- Une évolution vers la mixité de toutes les professions. La concentration féminine ou masculine dans des secteurs particuliers empêche de réduire les inégalités salariales entre hommes et femmes.

Pour la réduction du temps de travail

- Du temps pour vivre, c'est-à-dire une diminution massive du temps de travail sans baisse de salaire, sans flexibilité, sans annualisation et sans intensification du travail (ce qui n'a pas été le cas lors du passage à 35 heures).

Pour un réel partage des tâches domestiques et parentales entre hommes et femmes

La soi-disant "*conciliation de la vie professionnelle et familiale*" ne doit plus viser *seulement* les femmes ! Mise en œuvre de politiques pour impliquer les hommes dans le partage des tâches (campagnes de communication, intégration de cette question dans l'enseignement, etc.).